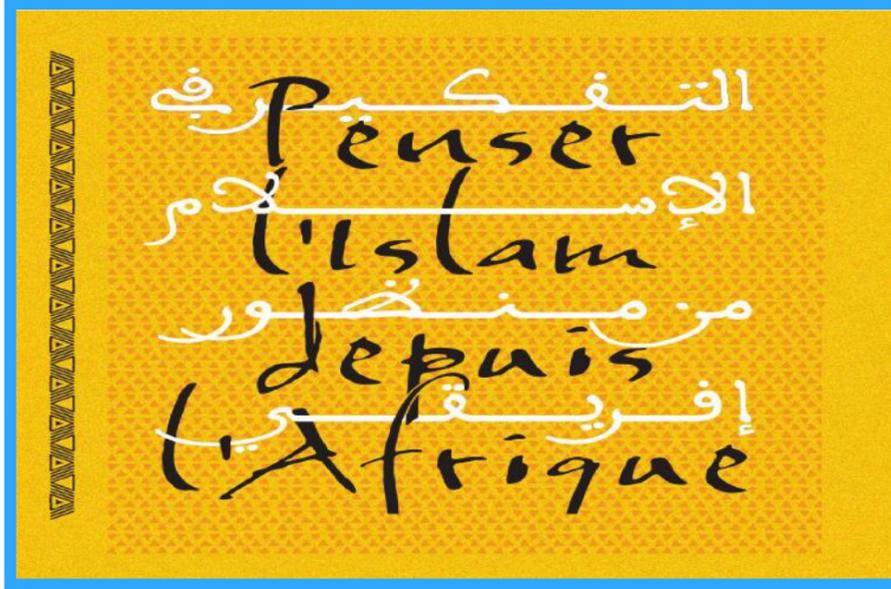


L'Islam depuis l'Afrique au prisme du patrimoine en débat au musée Théodore Monod



Le musée Théodore Monod d'Art africain a accueilli un débat sur "Penser l'islam depuis l'Afrique au prisme du patrimoine" à l'initiative de l'Institut fondamental d'Afrique noire (IFAN), en partenariat avec l'Institut français.

Les discussions ont réuni, mardi, des chercheurs, théologiens et des passionnés d'histoire.

Mame Marame Seck, chercheur à l'IFAN, a mis en lumière des points essentiels sur la dynamique de l'islam dans le contexte sénégalais.

Il a par ailleurs abordé la manière dont "l'islam soufi sénégalais a su s'adapter à l'évolution de la société moderne, tout en conservant certaines innovations comme le Gamou et le Magal", devenus des moments forts de rencontres et de ressourcement spirituel.

L'islamologue Seydi Diamil Niane, pour sa part, a centré sa réflexion sur l'approche du dialogue interreligieux et les différences théologiques entre l'islam et le christianisme.

Il a également souligné la pertinence du débat entre les érudits islamiques et les questions modernes liées à la science et à la religion qui illustrent les tensions entre les interprétations traditionnelles du Coran et les progrès scientifiques.

M. Niane a mis l'accent sur l'importance de la tradition manuscrite dans la formation de l'histoire intellectuelle islamique, invitant à "des recherches plus approfondies pour révéler des perspectives nuancées sur la pensée islamique africaine".

La sociologue Maïmouna Eliane Thior a, quant à elle, soulevé d'importantes questions sur le rôle des femmes dans la société islamique et sénégalaise, tout en abordant les défis liés à leur sous-représentation dans les sphères de pouvoir.

<https://aps.sn/lislam-depuis-lafrique-au-prisme-du-patrimoine-en-debat-au-musee-theodore-monod/>

Plaidoyer pour un élargissement du vaccin HPV aux garçons



Le cancérologue- radiothérapeute à l'hôpital Aristide Le Dantec, Dr Mamadou Moustapha Dieng, a plaidé mardi pour l'élargissement du vaccin contre les infections à papillomavirus humain (HPV) aux garçons pour mieux lutter contre le cancer.

Le Dr Dieng a lancé ce plaidoyer en animant un forum axé sur le thème : "La prévention des cancers gynéco-mammaires".

Ce forum s'est tenu à l'occasion d'une journée de sensibilisation et de dépistage gratuite du cancer du sein et du col de l'utérus, organisée par l'université Cheikh Anta Diop de Dakar, à travers son Institut de prévoyance médico-sociale (IPMS) dans le cadre de la campagne octobre Rose.

"La vaccination par HPV concerne les filles de 9 à 14 ans avant les premières expériences sexuelles. Mais, nous pensons et nous militons auprès des sociétés savantes pour une généralisation aux garçons (...)", a-t-il lancé.

Le cancer du sein pour les hommes "existe bel et bien" et se développe très rapidement, a-t-il rappelé, soulignant que l'homme peut transmettre le gène à sa descendance.

Il indique qu'il faut distinguer deux catégories de facteurs. Les premiers dits intrinsèques sont liés à l'individu. "Ce sont surtout les facteurs hormonaux, l'obésité et les facteurs génétiques", a-t-il détaillé.

<https://aps.sn/plaidoyer-pour-un-elargissement-aux-garcons-du-vaccin-contre-les-infections-a-papillomavirus-humain/>

MESRI : séminaire pour évaluer le système LMD



Le ministre de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, Dr Abdourahmane Diouf, qui a présidé l'ouverture de la cérémonie officielle, s'est félicité de la tenue de cette rencontre. «Quand les acteurs demandent l'évaluation de leur propre système, cela veut dire que le travail sera fait sans aucune complaisance. C'est pour cela que nous sommes là, pour voir ensemble les résultats et voir aussi quelle est la posture du Sénégal par rapport au système Lmd. Et les résultats de cette rencontre seront ceux de la communauté universitaire.»

Interpellé sur la situation des orientations, le ministre de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation a fait le point. «On a réussi à orienter les étudiants en septembre. Ce qui ne s'était pas fait pratiquement depuis dix ans. Le 19 septembre, nous avons orienté 86% des bacheliers. Et pour le reste, nous leur avons donné un délai jusqu'au 15 octobre. Et nous sommes en train de faire les évaluations. Nous savons qu'il y a des problèmes liés à des retards, car il y en a qui ne peuvent pas s'inscrire dans les délais. D'autres aussi n'ont pas pu payer dans les délais demandés et ils ont perdu leur place», a regretté le ministre.

Par ailleurs, il a souligné qu'ils sont en train de faire l'évaluation avec les membres de l'équipe Campusen. «On va essayer de voir comment récupérer le maximum d'étudiants qui n'ont pas pu payer les frais d'inscription à temps. Tant que le processus n'est pas bouclé, aucun étudiant ne pourra dire qu'il n'a pas été orienté. Cette année, le gouvernement veut faire une orientation universelle. Tous les étudiants demandeurs seront orientés.

<https://www.senepus.com/education/les-universitaires-evaluent-le-système-lmd>

Crue du fleuve à Bakel : Des stratégies mises en œuvre pour un retour des élèves à l'école



Des stratégies sont en train d'être mises en œuvre dans les villages impactés par les inondations provoquées par le débordement du fleuve Sénégal pour une reprise des enseignements dans les établissements scolaires, a affirmé, jeudi, le préfet du département de Bakel, Daouda Sène.

"Je voudrais vous rassurer quant au sort réservé aux filles qui sont dans les zones impactées. Le comité [départemental de gestion des inondations et calamités naturelles] est en train de travailler d'arrache-pied pour que les élèves retrouvent le chemin de l'école", a déclaré M. Sène.

L'autorité administrative départementale s'exprimait à la préfecture de Bakel, en recevant l'appui du club des jeunes filles et pairs éducateurs aux populations sinistrées par les inondations occasionnées par la crue du fleuve Sénégal.

La stratégie définie au sein du comité départemental de gestion des inondations et calamités naturelles consiste à ériger des bâches et des tentes, précise Daouda Sène.

"Ces bâches et tentes vont accueillir les sinistrés qui occupaient les écoles", a indiqué l'autorité administrative.

"On a installé à Ballou dix bâches et on va y ajouter cinq bâches aujourd'hui. À Aroundou, nous en sommes à dix tentes et à Diawara, on est à quatorze tentes", a-t-il souligné.

Le chef de la brigade des ressources en eau de Saint-Louis, Nouhan Ndiaye, assure que le niveau du fleuve Sénégal a connu, jeudi matin, une baisse de 63 cm à la station de Bakel.

<https://aps.sn/crue-du-fleuve-a-bakel-des-strategies-mises-en-oeuvre-pour-un-retour-des-eleves-a-lecole-prefet/>

les universitaires croulent sous les heures complémentaires



Le quota d'heures d'enseignement prévu par son statut ? Cela fait dix ans que Mathilde Larrère, maîtresse de conférences en histoire à l'université Paris-Est-Marne-la-Vallée, ne l'a pas vu respecté. Chaque année désormais, les heures complémentaires qu'elle doit abattre l'amènent bien loin des 192 heures de cours qu'elle est supposée réaliser (correspondant aux heures face aux étudiants, sans compter la préparation, les copies, les surveillances d'examen...) : jamais moins de 230 heures, jusqu'à 270 les pires années.

« Bien obligée », dit-elle : faute de titulaires suffisamment nombreux, si elle et ses collègues ne les accomplissaient pas, il n'y aurait tout simplement pas d'enseignants devant les étudiants. « Les postes ont été gelés, les vacataires sont plus difficiles à trouver en face de banlieue et les congés maternité ou maladie ne sont plus remplacés, alors les formations tournent aux heures complémentaires », raconte la maîtresse de conférences.

Estimées à près de 8 millions d'heures par an en France (soit 25 % de l'enseignement), les heures complémentaires ont pris, ces dernières années, une lourde part dans toutes les universités. Forçant les enseignants-chercheurs à rogner sur leurs heures dévolues à la recherche, supposée représenter la moitié de leur temps de travail.

https://www.lemonde.fr/campus/article/2024/10/23/on-a-atteint-un-point-quasi-ingerable-les-universitaires-croulent-sous-les-heures-complementaires_6358441_4401467.html

Maroc : Lancement officiel de la Stratégie Nationale des Ressources Éducatives Libres et de la Science Ouverte



Le Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation, Monsieur Abdelatif Miraoui, a participé à l'ouverture des travaux de mise en place de la Stratégie Nationale des Ressources Éducatives Libres (REL) et de la Science Ouverte (SO), en présence du Directeur du Bureau UNESCO Maghreb, Monsieur Eric FALT.

Cette stratégie, désormais incontournable, répond à l'urgence imposée par un contexte mondial en mutation caractérisé par l'essor fulgurant du numérique et de l'intelligence artificielle. Elle s'inscrit dans la mission de l'Université comme espace d'apprentissage continu et dans le rôle déterminant de l'accès à l'information et au savoir pour stimuler la créativité et l'innovation.

Dans ce sens, cette initiative vise à renforcer la qualité du capital humain et contribue directement à la mise en place d'un écosystème éducatif et scientifique robuste, soutenant le développement du Maroc dans des secteurs à haute valeur ajoutée et répondant, ainsi, aux exigences du Nouveau Modèle de Développement, en droite ligne avec la Vision Éclairée de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu L'assiste.

Trois axes fondamentaux sous-tendent cette stratégie :

- * La fédération des initiatives nationales en matière d'accès élargi aux ressources pédagogiques et scientifiques ;
- * L'adoption des meilleures pratiques internationales en la matière ;

* La volonté de propulser le positionnement du Maroc en tant que leader régional et continental dans ce domaine.

<https://fr.le7tv.ma/2024/10/22/le-ministere-de-l-enseignement-superieur-de-la-recherche-scientifique-et-de-l-innovation-annonce-le-lancement-officiel-de-la-strategie-nationale-des-ressources-educatives-libres-et-d/>

Gabon : une nouvelle ère pour l'enseignement supérieur à distance



Mercredi 23 octobre, l'Université numérique du Gabon (UNG) a lancé ses activités académiques pour l'année 2024-2025. Avec pour mission de rendre l'enseignement supérieur accessible à tous grâce aux technologies numériques, l'UNG accompagne les étudiants du cycle Licence au Master et facilite l'inclusion des personnes empêchées. Cette nouvelle année marque également l'obtention des premiers diplômes pour cette institution qui transforme durablement le paysage éducatif gabonais.

L'Université des sciences de la santé (USS) a accueilli le 23 octobre 2024 la cérémonie de lancement des activités académiques 2024-2025 de l'Université numérique du Gabon (UNG). Institution publique d'enseignement supérieur, l'UNG a pour mission d'accompagner les étudiants du cycle Licence jusqu'au Master, en accordant une attention particulière aux premières années (L1), dans le but d'améliorer les taux de réussite. Elle vise aussi à faciliter l'enseignement à distance pour les personnes empêchées, telles que celles en situation de handicap ou les prisonniers, et à promouvoir l'usage des technologies de l'information et de la communication pour l'éducation (TICE). L'université entend soutenir les établissements dans l'intégration de la pédagogie numérique.

«L'Université numérique du Gabon a été créée dans un objectif de mutualisation, en vue d'encourager les usages du numérique lors des séances pédagogiques dans l'ensemble des établissements de l'enseignement supérieur», a rappelé le Pr Jacques François Mavoungou, coordinateur académique de l'UNG. Cette mutualisation passe par la production de ressources pédagogiques numériques, dont la plupart sont accessibles librement sur les sites des universités.

<https://www.la-croix.com/france/classement-de-shanghai-les-universites-americaines-en-tete-paris-saclay-progresse-20240815#:~:text=%C3%80%20la%20premi%C3%A8re%20place%20pour,cabinet%20ind%C3%A9pendant%20Shan%20Ranking%20Consultancy.>

Les Luxembourgeois préfèrent toujours étudier en Allemagne



En 2023/2024, 4 468 étudiants ont choisi d'étudier en Allemagne, indique ce mardi le ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur. Le Luxembourg arrive en deuxième position.

L'Allemagne reste encore le pays d'études préféré des étudiants luxembourgeois. En 2023/2024, 4 468 étudiants ont ainsi choisi d'étudier en Allemagne, indique ce mardi le ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur. Le Luxembourg arrive en deuxième position avec 3 975 étudiants, suivi de la Belgique avec 3 166 étudiants.

Comme chaque année, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a publié les chiffres clés de l'enseignement supérieur pour l'année académique écoulée. En 2023/2024, 33 349 étudiants au semestre d'hiver et 30 605 étudiants au semestre d'été ont bénéficié d'un soutien financier de l'État. Cette aide financière se compose de deux éléments essentiels: les bourses et les prêts. Au cours de l'année écoulée, 172,5 millions d'euros ont été accordés sous forme de bourses, selon le ministère. En outre, les étudiants ont reçu des prêts pour un montant total de 121,3 millions d'euros.

Au cours de l'année académique concernée, l'Université du Luxembourg, le principal établissement d'enseignement supérieur du pays, comptait 6 376 étudiants de 132 nationalités différentes. Outre l'université, les filières BTS (Brevet de Technicien Supérieur) ont également enregistré une forte participation. Au cours de la même année, 793 étudiants étaient inscrits dans les 38 programmes de BTS proposés.

<https://www.lessentiel.lu/fr/story/enseignement-superieur-les-luxembourgeois-preferent-toujours-etudier-en-allemand-103206528>